

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Sauver la République

L'embrouillamini et l'inflation de brouhahas et de prises de position à l'emporte-pièce dans lesquels l'Algérie a été plongée depuis quelques semaines autour des enjeux opaques de la prochaine élection présidentielle ont jeté un trouble indicible dans une opinion déroutée, abandonnée à elle-même, sans repère crédible et dépourvue d'une grille de lecture sourcée qui l'aurait guidée et aidée à décoder des épiphénomènes jusque-là inconnus dans la pratique et la perception de la chose politique dans notre pays.

On comprendrait le souci de cette opinion, pour moins que cela, et davantage encore, lorsqu'on la voit, chaque matin, submergée par des torrents de trivialités et de déclarations irresponsables que déverse sur elle la chienlit rapportée par la presse, toutes étrangères à la culture et au sens de l'honneur de notre peuple.

Dans le temps où, mus par un réflexe vital d'auto-défense, les Algériens et les Algériennes, de toutes conditions, ont procédé à une levée de boucliers générale qui a traversé, de part en part, le pays comme une onde de choc, subodorant les dangers charriés par cette situation délétère. Ils exigent d'en savoir plus et de comprendre tous les tenants et les aboutissants d'un délitement qui risquerait de les rapprocher de l'œil du cyclone qui a englouti, dans sa spirale infernale, les Etats-nationaux d'Iraq, de Syrie et d'Egypte, si les forces patriotiques de ce pays ne mettent pas de suite un holà ferme à l'assaut que des aventuriers, en service commandé, ont lancé contre la République. Mettre à disposition un décryptage des événements et des forces antagonistes concernées s'avère être aujourd'hui un devoir civique et moral ainsi qu'une des réponses appropriées à apporter aux attentes exprimées par l'opinion, intéressée à connaître, par-delà les écrans de fumée qui la brouillent, la véritable nature de la crise politique que vit, en ces moments difficiles, l'Algérie.

- **1999** : Abdelaziz Bouteflika, informé des grands agrégats de l'économie souterraine de l'Algérie, menaçait, dès son entrée en fonction à la présidence de la République, d'user de l'épée d'El Hadjadj pour démanteler les activités informelles qui avaient pris racine, sous la férule d'une camarilla de compradores dans le terreau de l'Etat, une entité demeurée intouchable, tout au long du mandat de Houari Boumediène, menacée de déviation sous celui de Chadli Bendjedid et violemment agressive, dans ses fondations, par le terrorisme intégriste durant la décennie noire.

- **2012** : Ahmed Ouyahia, l'inamovible chef du gouvernement des années 1990 et 2000, devançant sa disgrâce annoncée, après son entrée en conflit ouvert avec le cercle présidentiel, déclarait que l'Algérie était dirigée par un cartel de mafias, avouant qu'il avait échoué dans ses tentatives d'en venir à bout, au nom de l'intérêt national.

- **2014** : Amar Saâdani, le nouveau secrétaire général du FLN, parachuté par une décision du Conseil d'Etat, lance une offensive-éclair contre une partie de l'Armée nationale populaire, avec la témérité d'un homme inspiré, résolu à opérer un passage en force contre la loi, les ins-

titutions officielles et la société elle-même, pour imposer, contre toute évidence, une OPA sur le pays.

Que s'est-il passé de si profond et de si imperceptible dans l'intervalle des 15 dernières années qui séparent ces trois séquences qui ait pu rompre les anciens consensus et changer la configuration et le contenu du pouvoir d'Etat au point de l'exposer à une fracture irréparable, une éventualité qui a effrayé jusqu'aux oppositions les plus irréductibles, au regard des graves conséquences qu'elle pourrait avoir sur une stabilité et une sécurité que l'actuel gouvernement déclare en être devenu l'exportateur attiré dans la région ? L'explication d'un tel phénomène est complexe en raison du nombre et de la forte imbrication des processus sociopolitiques et économiques qui ont concouru à sa formation, puis à sa maturation et, à ce stade de son évolution, à l'expression, franche et directe, des ambitions qui leur sont sous-jacentes.

Au risque de schématiser pour faire plus simple, l'analyste dira que ce furent les politiques publiques permissives, conduites d'abord dans les années 1990 sous le générique d'une ouverture débridée de l'économie nationale, qui ont été, pour l'essentiel, dans le déclenchement du premier processus, celui qui a autorisé le développement, dans les coursives de l'Etat, d'une classe informelle, parasitaire, dont la seule fonction fut de s'accaparer, pour le compte de ses parrains bureaucratiques, d'une partie des ressources du pays, une des toutes premières étapes de la privatisation de l'Etat. L'islamisme politique en fut, avec elle, l'un des principaux bénéficiaires, lui qui érigea, dès la fin des années 1980, le commerce informel en nouvelle organisation sociale chevillée à une multitude de réseaux ayant servi à financer les activités civiles et militaires de la confrérie, ici et à l'étranger. La défaite militaire essuyée par ce courant fut loin de le disqualifier, définitivement, bien au contraire, puisque la politique de réconciliation nationale des années 2000 le repêcha et lui permit de se refaire une santé en opérant sa jonction avec le courant ultra-libéral des golden boys missionnés par les compagnies pétrolières multinationales pour mettre la main sur la seule ressource valable que l'Algérie possède.

Au service d'une stratégie qui brassait large, cette alliance incluait aussi dans ses objectifs le dépècement du secteur industriel public par la privatisation sauvage de ses grands complexes, opérée au bénéfice d'une faune d'affairistes nationaux et étrangers, montés dans le train en marche, d'où les fortunes colossales amassées, en un temps record, avec, comme corollaire, la généralisation de la corruption, une gangrène qui gagna le cœur même de l'Algérie utile : Sonatrach, là où on dépensait, désormais, sans plus compter, protégés par une loi nouvelle qui avait aliéné le patrimoine national.

Cette coalition d'intérêts passa à une vitesse supérieure dès lors qu'elle prit conscience de sa force et exprima, de plus en plus clairement, sa volonté de contrôler, un à un, les instruments institutionnels et partisans, législatifs et exécutifs, nécessaires à son ascension vers les paliers supérieurs du pouvoir. Et c'est dans cette optique qu'elle investit, tour à tour, le Parlement, une partie du gouvernement et le FLN qui furent arrachés à la légitimité constitutionnelle par la fraude et l'achat des sièges. Parallèlement, elle effectua sa recomposition par des redressements, des reclassements ou des éclatements, en son sein et dans les partis de l'opposition pour se doter d'une constellation partisane qui remplaça l'ancienne, usée par les

luttres d'appareil.

Il ne lui restait, pour réussir à exécuter sa feuille de route, qu'à se débarrasser du dernier écueil susceptible de lui barrer la route pour l'empêcher de métastaser au niveau des centres sensibles de la direction de l'Etat et de mettre en œuvre une politique à l'opposé de tout ce que l'Algérie a expérimenté depuis 1962 comme programmes de développement économique et de cohésion sociale. Pour ce faire, il fallait cibler ce qui fait la puissance de l'Etat national, à savoir l'Armée nationale populaire.

Et comment arriver à neutraliser cet adversaire gênant autrement qu'en misant sur l'éclatement de l'unité de ses rangs et sur l'isolement d'une de ses armes les plus efficaces en matière de sécurité nationale : le renseignement.

Tous les Algériens savent que l'arme du renseignement créée par Abdelhafid Boussof pendant les années de feu de la Révolution de Novembre n'avait pas été conçue comme une simple arme d'appoint, voire comme un moyen logistique des unités de combat, mais bien plus que cela, comme un rempart politico-militaire veillant à la « pureté » du projet révolutionnaire et, plus tard, à la défense de l'Etat national, de ses équilibres internes et de son indépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Ce rôle fut joué avec des hauts et des bas, parfois même décrié et mis à l'index aussi bien par l'opposition interne que par ses adversaires extérieurs, en particulier les ONG et leurs relais. Mais globalement, il permit, notamment au cours de la décennie noire, de remporter une victoire décisive contre le terrorisme intégriste et ses soutiens étrangers et d'éloigner le spectre d'une intervention internationale que le panel onusien présidé par Mario Soares et comprenant Simone Veil suspendait sur la tête de l'Etat algérien comme une épée de Damoclès.

C'est à cette arme, alliée aux patriotes de la société civile, que l'Algérie doit sa survie, et qu'aujourd'hui, malgré tout ce qu'on peut reprocher à ses comportements de Big Brother, elle représente une des garanties les plus sûres de la pérennité de l'Etat national.

N'est-ce pas à elle que l'Algérie doit, depuis ces cinq dernières années, entre autres l'abrogation de la loi scélérate sur les hydrocarbures, la résistance au capitalisme international spéculatif, l'arrêt de la privatisation du secteur public performant et le report de la révision d'une Constitution qui allait signer la mise en hypothèque de l'avenir institutionnel du pays ? N'est-ce pas elle qui a diligenté plusieurs enquêtes qui ont débusqué les prédateurs tapis dans les centres nerveux et menaçant la sécurité nationale et qu'elle a, par la suite, fait chasser du gouvernement. De telles actions ont été perçues par la coalition des segments bureaucratique, islamo-affairiste et néo-libéral de la bourgeoisie compradore, comme un danger mortel qu'il fallait conjurer par tous les moyens.

La seule question qui subsistait était de savoir qu'elle devait être la source du signal et le timing les plus propices à la mise en route de l'opération de déstabilisation que cette force dont les Algériens ne connaissaient que la partie émergée, comptait lancer en direction de son adversaire pour le faire éclater et l'empêcher, ainsi de poursuivre son œuvre d'assainissement public. La campagne déclenchée contre l'unité de l'armée ne pouvait prendre le départ que si la force qui se tenait derrière sa conception et sa planification avait réussi à concentrer, entre ses mains, une task-force capable de lui assurer une victoire rapide et sans grand dommage pour l'édifice institutionnel global à préserver jusqu'à une élection mise sur des rails balisés. Ce fut la conjugaison d'au moins trois facteurs qui détermina l'exécution d'un plan destiné à faire bouger les lignes de démarcation tracées par les compromis successifs passés entre groupes concurrents et réactualisés à chaque aiguisement des contradictions développées au sein du pouvoir qui les réunit :



Par Badr'Eddine Mili

1- La maladie subite et grave du Président en exercice fut le premier d'entre eux, probablement, l'un des plus décisifs qui accéléra les événements, tant il fallait parer au plus pressé, et prévenir d'éventuelles mauvaises surprises qui déboucheraient, dans ces conditions de vide institutionnel, sur des mises en cause préjudiciables à la viabilité de la construction montée depuis au moins 5 années.

2- La disposition des Etats étrangers à l'égard de l'Algérie a été, selon toute vraisemblance, prise en considération, compte tenu du fait que celle-ci, comme chacun le sait, est dictée en priorité par les dotations de marchés qui leur échoient et qu'ils voudraient de plus en plus grandes, du moment que les ressources financières du pays coulent à flots et provoquent les appétits les plus fous. Or, la règle des 51/49 qu'ils attribuent à une armée sourcilieuse en limite le rayon. C'est pourquoi ils ne verraient pas d'un mauvais œil la mise à l'écart d'une partie de celle-ci qui ferait sauter un verrou réglementant leurs activités dans l'économie nationale. Et puis, n'a-t-on pas pris l'habitude de dire que les grands Etats ont leur mot à dire dans tout changement à la tête des régimes, surtout en Afrique ?

3- L'apathie d'une société à la décroché et qui a cessé de s'intéresser à la politique a certainement été classée, également, parmi les paramètres qui ont présidé à la préparation du fait accompli.

Or, l'opération engagée avec une audace qui n'a d'égale que la balourdise et la médiocrité de ses managers, en sus de la précipitation qui l'a caractérisée, semble, jusqu'à preuve du contraire, avoir été un coup d'épée dans l'eau.

La suite des événements s'annonce périlleuse pour elle, d'autant que plusieurs voix du sérail s'élèvent pour dire que le Président est l'otage d'une machinerie avec laquelle il devrait, publiquement, prendre ses distances. Le dernier communiqué de la Présidence paraît avoir répondu à leurs vœux, un peu dans le style que Habib Bourguiba affectionnait lorsque, en forme, il renvoyait Ahmed Bensalah pour crime socialiste de lèse-majesté, ou, malade, il

limogeait Muhammad Mzali tenu pour responsable des émeutes du pain. Pour le moment, les Algériens en sont là, en attendant de nouveaux rebondissements parce que le rapport de force entre les parties antagonistes est toujours incertain et qu'une bête blessée, dans un camp comme dans un autre, peut faire très mal. Quelles que soient la nature et les formes de ces rebondissements, le peuple algérien a fait connaître sa position et clamé haut et fort que le salut de l'Etat national ne dépend, en ces circonstances inquiétantes, que de l'unité des rangs et de la force de frappe de l'Armée nationale populaire, garante de l'intangibilité des frontières et de la sécurité d'un pays plus que jamais convoité par le mariage malsain entre intérêts locaux et extérieurs. Ce message sera-t-il écouté avant le 17 avril ? La République sera-t-elle sauvée ? Le sort en est jeté !

B. M.

PS : lire nos articles parus les 9 et 10 octobre 2013 dans le *Soir d'Algérie*.